

Antisémitisme : il est grand temps que l'Etat protège tous ses citoyens

Sociologue et historien, Pierre Birnbaum note que, si la haine des juifs recule dans l'opinion publique, les violences dont ils sont victimes croissent. De sorte que la menace est dans toutes les têtes

Par PIERRE BIRNBAUM

Quelle contraction de l'Histoire ! Un passé qui ne passe pas, en effet. Et, cette fois, on a tout lieu de le regretter. Mais pour d'autres raisons que la déploraison et le poids inconséquent de la mémoire. Voilà que resurgit la rafle du Vel' d'Hiv qui marque à jamais notre propre histoire. Ayant échappé miraculeusement aux griffes de Bousquet et de Papon, une de ses survivantes, madame Mireille Knoll, se trouve sauvagement assassinée à coups de couteau et brûlée comme autrefois en ce Paris où avril annonce le printemps paisible, où la France se congratule de la reprise économique, où les vacances approchent enfin.

A quelques jours des fêtes religieuses universelles de la renaissance, de la Pâque juive aussi que célèbrent tous les juifs fidèles à un récit, y compris les bouffeurs de rabbins, c'est, sinon l'antique servitude, la crainte et bientôt la peur qui pourraient s'installer durablement. Car ce sont bien, de nos jours, des Français tout aussi innocents que l'on assassine.

Au moment même où, comme chaque année, la Commission nationale consultative des droits de l'homme a beau tenter de nous rassurer, dans son rapport sur l'année 2017, en soulignant le déclin de l'antisémitisme dans l'opinion publique, c'en est trop. Des sociologues peuvent prétendre que, en dépit de la survivance de certains préjugés immémoriaux, la haine des juifs s'éteint, il n'en est malheureusement rien. Et comme le note la commission elle-même, « la progression des actes antisémites les plus violents (+ 28 %) est extrêmement préoccupante ».

On tue des juifs dans la société française. Ouvertement, fièrement, en s'en félicitant. De Vichy à Copernic et Goldenberg, les exécutants du massacre venaient de l'extérieur de la nation ou agissaient de concert. Rien de semblable durant l'affaire Dreyfus et pas davantage dans les années 1930. Des menaces de mort explicites et constantes, certes.

Ce sont, par exemple, des « Mort aux juifs » répétés qui sont lancés si fréquemment par les mouvements d'extrême droite, hier comme aujourd'hui, et, il y a peu de temps, en janvier 2014, durant le défilé de Jour de colère, où ces cris de haine accompagnaient le traditionnel « La

France aux Français » des militants de la droite radicale tandis qu'à leurs côtés des jeunes, venus souvent des banlieues et se réclamant de Dieudonné, brandissaient la fameuse quenelle antisémite. Des meurtres, non. Et heureusement.

Mais, de Toulouse à l'Hyper Cacher de la porte de Vincennes, à tant d'autres violences que recense la commission, de Sarcelles à Créteil ou Villeurbanne et de nombreuses villes de France, du nord au sud du territoire, les exécutants sont, de nos jours, presque toujours des citoyens français qui, au nom de la défense de l'islam radical, vont jusqu'à mettre sans hésiter, comme d'autres bourreaux il n'y a pas si longtemps, une balle dans la tête d'une petite fille juive jouant paisiblement dans sa cour de récréation. Du jamais-vu en France, tout comme dans aucune autre société démocratique contemporaine.

LA COUPE EST PLEINE

Ce ne sont plus les seuls lieux publics que les juifs doivent dorénavant éviter, les écoles publiques dont ils doivent retirer leurs enfants sous le poids des menaces constantes, les synagogues dans lesquelles ils ne peuvent se rendre qu'au prix de mille précautions, c'est au sein même de leur magasin et, d'avantage encore, de leur appartement que la mort peut frapper, que les violeurs peuvent agir. Des meurtres d'Ilan Halimi à Sarah Halimi et Mireille Knoll, jusqu'aux incendies qui continuent à frapper, encore en janvier 2018, ici une synagogue, là des épiceries casher. Dès lors, la menace est dans toutes les têtes.

Les juifs doivent-ils de toute urgence se regrouper, comme ils le font déjà, dans quelques quartiers protégés, s'enfermer volontairement dans de nouveaux ghettos, espérer la présence de soldats et de policiers, louer les services de milices protectrices ? Faut-il qu'ils retirent précipitamment la mézouza de leur porte, qu'ils changent de nom, qu'ils se cachent, trouvent refuge auprès de nouveaux « Justes » qui tardent à prendre le relais ? La coupe est pleine.

Il est bon que l'Etat républicain résiste encore à la logique du marché et aux idéologies mortifères. Il est grand temps qu'il protège aussi tous ses citoyens. De Manuel Valls aux responsables politiques d'aujourd'hui, les plus hautes autorités de l'Etat clament qu'une France sans ses juifs ne serait plus la France. Bienfaitieuse pensée, mais n'est-ce pas étrange que l'on en vienne même à formuler une telle hypothèse ? ■

■ Pierre Birnbaum, professeur émérite à l'université Paris-I-Panthéon-Sorbonne, est notamment l'auteur de « Sur un nouveau moment antisémite. "Jour de colère" » (Fayard, 2015)

LES JUIFS DOIVENT-ILS SE REGROUPER DANS QUELQUES QUARTIERS PROTÉGÉS ?

LE CONTEXTE

MIREILLE KNOLL

Le 23 mars, Mireille Knoll, qui a échappé à la rafle du Vel' d'Hiv, âgée de 85 ans, atteinte de la maladie de Parkinson et handicapée, a été retrouvée morte à son domicile. Elle a été frappée de onze coups de couteau et son corps était en partie calciné. Deux hommes ont été mis en examen, lundi 26 mars, pour « homicide volontaire » à caractère antisémite et « vol aggravé ». L'un des suspects a déclaré à la police que son complice présumé avait crié « Allahou akbar ! » au moment de commettre le crime. Toute la lumière n'a pas encore été faite sur cette affaire. Néanmoins, plusieurs éléments ont amené le parquet à retenir le caractère antisémite. Mercredi 28 mars, lors de l'hommage national rendu au gendarme Arnaud Beltrame, « héros » des attentats dans l'Aude, Emmanuel Macron a associé Mireille Knoll à l'éloge funèbre du militaire, estimant qu'elle avait été victime du même appât « obscurantisme barbare ». Le président a ensuite ajouté que le meurtrier de l'octogénaire « a assassiné une femme innocente et vulnérable parce qu'elle était juive et a ainsi profané nos valeurs sacrées et notre mémoire ».

Il faut penser et combattre la « judéophobie islamisée »

Pour le philosophe Pierre-André Taguieff, seule une profonde réforme de l'islam viendra à bout de la haine antijuive

Par PIERRE-ANDRÉ TAGUIEFF

Depuis la création de l'Etat d'Israël le 14 mai 1948, malgré le refus arabe et musulman qui s'est traduit par une série de conflits armés, on a pu assister à la lente reconstruction d'une vision antijuive du monde. La rediabolisation des juifs s'est opérée sur la base de la diabolisation d'Israël et du « sionisme », fantasmé comme « sionisme mondial ». Cette réinvention n'est pas réductible à un recyclage des traditionnels schèmes d'accusation visant les juifs, empruntés au corpus antijuif européen, qu'ils relèvent de l'antijudaïsme chrétien, de la judéophobie moderne antichrétienne, de la judéophobie anticapitaliste (socialiste et révolutionnaire) ou de l'antisémitisme nationaliste, raciste ou non. Elle s'opère sur de nouvelles bases idéologiques, dont certaines sont étrangères à l'héritage antijuif occidental et puisent dans la culture musulmane.

S'il est vrai que les passions antijuives se sont mondialisées, c'est avant tout parce qu'elles se sont islamisées. Avec cette transformation, impliquant une refonte doctrinale en même temps qu'un déplacement du principal foyer de l'hostilité antijuive, s'est opérée une théologisation de la haine des juifs. C'est sur cette nouvelle base politico-culturelle que s'accomplit et se légitime la démonstration des juifs.

Une nouvelle vulgate antijuive structurée par des thèmes conspirationnistes s'est installée durablement en France et dans d'autres pays européens. On y rencontre des préjugés et des stéréotypes négatifs « classiques » – autour du pouvoir, de la richesse et de la manipulation –

qui prennent un sens nouveau par leur intégration dans la vision du monde islamo-révolutionnaire en voie de formation.

Elle se caractérise par l'articulation de trois grands thèmes d'accusation visant les « juifs » ou les « sionistes », ces dénominations conventionnelles variant selon les contextes et les situations : premièrement, ils sont « dominateurs » en Occident (« Ils ont tout » ; « Ils ont le pouvoir » ; « Ils dirigent l'Amérique »), ils manipulent l'information et ils sont riches, donc puissants ; deuxièmement, ils sont « racistes », en particulier au Proche-Orient, où ils se comportent « comme des nazis » avec les Palestiniens, victimes d'un « génocide » en cours de réalisation ; troisièmement, ils exercent une puissante influence occulte et complotent partout dans le monde : ils ont organisé les attentats du 11-Septembre, ils poussent à la guerre, ils sont derrière les conflits qui déchirent les pays arabes (notamment en manipulant l'organisation Etat islamique, simple épouvantail), ils organisent des attentats terroristes sous fausse bannière pour « salir l'islam » ou « l'image des musulmans », et, d'une façon générale, ils manipulent la politique internationale.

CONCURRENCE DES VICTIMES

Cet ensemble de thèmes d'accusation et de stéréotypes négatifs s'inscrit aujourd'hui dans une vision du monde structurée par la concurrence des victimes, qui permet d'identifier « le juif » ou « le sioniste » comme le rival, l'ennemi et l'ennemi. Accusés de monopoliser abusivement le statut de victime, et, corrélativement, d'occulter l'existence d'autres groupes formés d'authentiques victimes, les juifs sont construits comme un peuple-bourreau, nazifié sans vergogne, sur lequel se fixe l'hostilité.

L'islamisation du discours antijuif consiste à ériger, explicitement ou non, le djihad contre les juifs (et leurs alliés ou complices) en sixième obligation religieuse que doit respecter tout musulman. En raison de ces investissements symboliques, le modèle ordinaire du conflit israélo-pa-

lestinien, en tant que conflit strictement politique et territorial, s'avère trompeur. Le conflit ne saurait se réduire au simple choc de deux nationalismes rivaux, impliquant des conflits de légitimité plus ou moins surmontables. Il tend à prendre la figure d'un conflit judéo-musulman sans fin.

La nouvelle judéophobie se caractérise notamment par sa diffusion planétaire qui, facilitée par Internet, lui fait perdre une grande partie de ses traits nationaux. Dès lors, il est difficile de définir un programme strictement national de lutte contre les formes nouvelles de la haine des juifs, même s'il faut saluer cette spécificité française : l'implication directe de l'Etat dans la lutte contre un « phénomène en constante évolution ». Cette lutte est aujourd'hui indissociable d'une lutte multidimensionnelle contre la séduction exercée par l'islamisme radical. La vieille question de la lutte intellectuelle contre le fanatisme à base religieuse revient ainsi à l'ordre du jour.

A long terme, la lutte contre la haine antijuive, cette haine abstraite et « théologisée », ne peut aboutir sans une profonde réforme de l'islam, venant des plus hautes autorités musulmanes elles-mêmes. En attendant, pour combattre la salafisation des esprits dans la société française, il faut mettre en place une politique de dissuasion et de containment (« endiguement »), en sanctionnant fermement les attitudes et les comportements contraires aux principes fondamentaux et aux lois de la République. Le temps des dénis, des aveuglements plus ou moins volontaires, des attermolements et des accommodements supposés raisonnables est derrière nous. C'est du moins ce qu'il nous est permis d'espérer. ■

■ Pierre-André Taguieff est philosophe, politologue et historien des idées. Il est l'auteur de plusieurs ouvrages dont le dernier à paraître, le 14 mai s'intitule « Judéophobie, la dernière vague » (Fayard)

Marceline Loridan-Ivens « Mireille Knoll a vécu la Shoah dans son appartement »

Si le caractère antisémite du meurtre était avéré, cela signifierait que l'horreur des crimes nazis est de retour, craint l'ancienne déportée à Auschwitz

Entretien

Scénariste, actrice, cinéaste et auteure de *L'Amour après* (Grasset, 162 pages, 16 euros) et *tu n'es pas revenu* (avec Judith Perrignon, Grasset, 2015), récit d'une jeunesse marquée à vie par sa déportation, en 1944, alors qu'elle avait 15 ans, dans le même convoi que Simone Veil, au camp d'Auschwitz-Birkenau, puis à Bergen-Belsen et Theresienstadt, où elle fut libérée en 1945, Marceline Loridan-Ivens exprime « l'hor-

reur » que lui inspire l'assassinat de Mireille Knoll.

Comment réagissez-vous au meurtre de Mireille Knoll ?

Une colère infinie m'envahit à l'annonce de la nouvelle des circonstances de la mort de Mireille Knoll. Si cette femme qui a échappé à la rafle du Vel' d'Hiv a bien été assassinée parce qu'elle était juive, c'est l'horreur. Tant d'années après la destruction des juifs d'Europe, c'est honteux, en particulier dans un pays, la France, qui ne s'est pas conduit de manière exemplaire au moment où l'on raflait les juifs pour les convoier vers les camps de la mort. A l'exception de quelques rares et admirables « Justes » – 3000 sur 41 millions, c'est bien peu – la France de Pétain a participé au massacre des juifs pendant la période de la collaboration. Mireille Knoll avait échappé à la rafle du Vel' d'Hiv. Je suis de sa génération et une rescapée d'Auschwitz, de Bergen-Belsen et de Theresienstadt. Alors, que nous veulent-ils encore ?

La France est-elle touchée par un nouvel antisémitisme ?

Les tueurs sont certes aujourd'hui de jeunes musulmans radicalisés, mais l'antisémitisme et la haine meurtrière sont les mêmes. Nous sommes toujours, nous les juifs, les boucs émissaires. Tous les musulmans ne sont pas antisémites, bien sûr, mais l'antisémitisme est très répandu dans certaines familles. D'autant que la haine d'Israël a pris une place démesurée dans leur imaginaire politique. La communauté juive de la Mitteleuropa a été détruite, une culture a disparu à cause du nazisme. Si le caractère antisémite de ce crime est avéré, Mireille Knoll, poignardée et brûlée, a vécu la Shoah dans son appartement. Lorsqu'on a connu les chambres à gaz, assister à ce genre de crime soixante-dix ans après est une horreur. Après la guerre et au retour des camps, j'ai rêvé qu'on en finisse avec l'antisémitisme, mais personne n'en a tiré les leçons. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR NICOLAS TRUONG